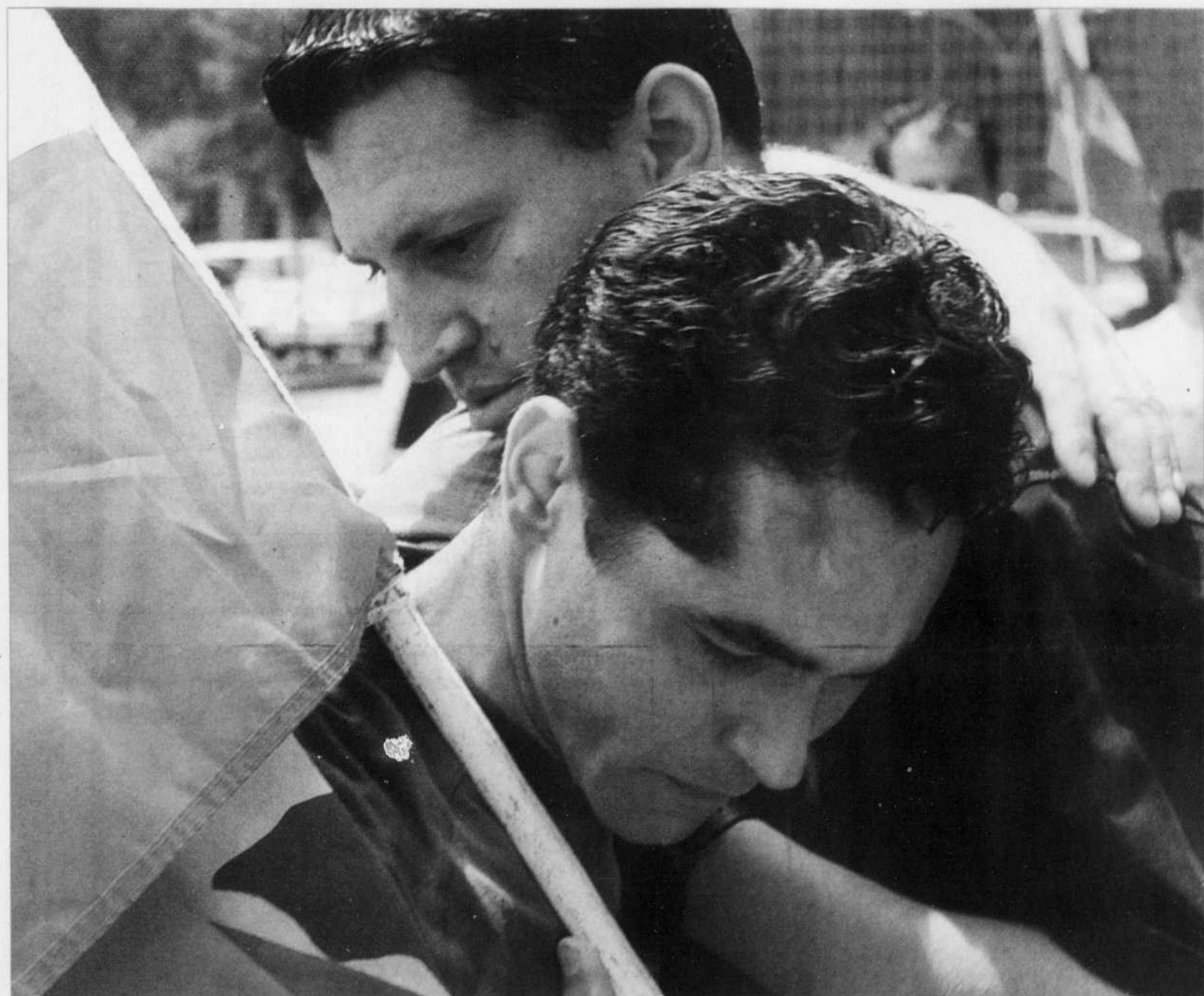


LE DEVOIR

Proche-Orient: inquiétante escalade

- Huit Canadiens parmi les victimes des raids d'Israël au Liban
- Le Hezbollah lance sur Haïfa des roquettes qui font huit morts



Le Montréalais d'origine libanaise Hassan Al-Akhras se réfugie dans les bras de son cousin tout juste après avoir appris la nouvelle du décès de plusieurs membres de sa famille lors d'un raid aérien israélien dans le village de Aitaroun, à la frontière israélo-libanaise.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Au cinquième jour de la crise israélo-libanaise, des roquettes tirées par le Hezbollah depuis le Sud-Liban ont fait huit morts à Haïfa, troisième ville d'Israël, une attaque rapidement suivie d'une importante riposte militaire. Tsahal a d'ailleurs intensifié ses raids aériens hier, alors qu'au moins 55 nouvelles victimes sont venues s'ajouter au bilan des frappes meurtrières menées par l'armée israélienne, qui s'élève maintenant à plus de 150 morts, dont huit Canadiens.

Les faubourgs de la banlieue sud chiïte de Beyrouth ont à nouveau été bombardés par l'aviation israélienne, qui a notamment détruit les locaux de la chaîne de télévision du Hezbollah Al-Manar, mais aussi des dizaines d'immeubles. En soirée, c'est l'aéroport international de Beyrouth qui a été pilonné, mais aussi la ville de Tripoli ainsi que des ponts et des routes de plusieurs régions du pays. Au moins 16 civils ont également été tués et plusieurs dizaines d'autres blessés dans des raids contre la ville portuaire de Tyr, située dans le Sud-Liban. Le bilan pourrait cependant s'alourdir, alors que des secouristes continuent de dégager des personnes ensevelies sous les décombres.

Ailleurs dans le sud du pays, au moins 12 civils ont aussi été tués et 50 autres blessés dans les frappes aériennes. Des avions israéliens ont bombardé en plusieurs endroits la route menant au poste frontalier libano-syrien très achalandé de Masnaa. Des milliers de civils libanais vivant près de la frontière avec Israël continuaient en outre de fuir précipitamment leur domicile, après l'expiration de l'ultimatum fixé par Israël aux habitants du Sud-Liban pour partir vers le nord. L'exode s'est aussi poursuivi pour les habitants des quartiers du sud de Beyrouth visés par les raids aériens israéliens.

Des milliers de civils libanais vivant près de la frontière avec Israël ont fui leur domicile

Des réfugiés par milliers

Portant uniquement leurs enfants, les réfugiés affluaient à pied vers la ville de Tyr, bravant les bombardements. Les familles des villages proches de la frontière avec Israël se frayèrent un chemin à travers les vallons rocaillieux, les bombardements israéliens ayant pris pour cible les ponts et les routes entourant Tyr, les rendant impraticables. «Depuis samedi soir, 15 000 réfugiés sont arrivés à Tyr», a déclaré Ahmad Zaraqet, un responsable du conseil municipal de la ville côtière.

Complètement démunis, les nouveaux arrivants sont hébergés dans les mosquées, les églises, les lieux de culte chiïtes et les écoles, a précisé M. Zaraqet. La ville portuaire connaît une pénurie d'essence et la farine commence à manquer dans les boulangeries, selon les responsables municipaux. «Nous avons vécu trois invasions israéliennes, mais celle-ci est probablement aussi violente que celle de 1982», lorsque l'armée israélienne avait envahi le Liban, a dit Mahmoud Halaoui, directeur adjoint de la municipalité de Tyr.

Et l'intention d'Israël est claire: faire fuir des dizaines de milliers d'habitants du Sud-Liban vers le nord afin de faire pression sur le Hezbollah, selon les affirmations du ministre de la Sécurité intérieure

VOIR PAGE A 8: LIBANAIS

VOIR PAGE A 8: PROCHE-ORIENT

Les Libanais du Canada sont secoués

LISA-MARIE GERVAIS

Un total de huit Canadiens d'origine libanaise, incluant plusieurs membres d'une même famille, sont morts hier dans un raid aérien israélien qui a frappé la localité libanaise d'Aitaroun près de la frontière avec l'Etat hébreu, où des bombardements ont fait jusqu'à présent une centaine de

morts et plus de 300 blessés en cinq jours. Selon le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, six autres Canadiens ont été blessés et reposent dans un état critique.

A plus de 7000 km de là, boulevard René-Lévesque à Montréal, un petit groupe de Libanais en état de choc venait d'apprendre la nouvelle. Contrastant avec les quelques centaines de personnes qui mani-

faient bruyamment le long de l'artère, un silence de mort brisé par des cris et des sanglots étouffés régnait sur le trottoir à l'angle de la rue Saint-Alexandre.

«C'est incroyable», a murmuré dans un souffle Hassan Al-Akhras, qui venait d'apprendre que les

Le patrimoine mondial se diversifie

La semaine dernière, à Vilnius en Lituanie, le Comité du patrimoine mondial a ajouté 18 nouveaux sites à sa liste, dont les deux tiers ne proviennent pas d'Europe. Cet ajustement géopolitique s'inscrit dans une volonté de plus grande représentativité de la Liste du patrimoine mondial, tel qu'affirmé officiellement par le Comité lors d'une réunion en Australie en 2002. La faveur de figurer parmi les trésors naturels ou culturels du monde a ainsi été accordée à la Chine, la Colombie, le Chili, la Syrie, Oman, l'Iran, l'Éthiopie, le Mexique, à plusieurs pays africains et, pour la première fois, à l'île Maurice. Nos informations en page B 7.



PILAR OLIVARES REUTERS

Le sanctuaire historique de Machu Picchu, au Pérou, inscrit sur la liste de l'UNESCO en 1983.

INDEX

Annonces	B 6	Météo	B 2
Avis publics	B 2	Monde	B 3
Culture	B 8	Mots croisés	B 6
Décès	B 6	Politique	A 3
Économie	A 5	Religions	B 6
Éditorial	A 6	Sudoku	B 2
Idées	A 7	Télévision	B 7

L'ENTREVUE

Le maire qui a fait la guerre à l'automobile Enrique Peñalosa a redonné Bogota aux piétons et aux cyclistes

Grand quinquagénaire aux cheveux poivre et sel, Enrique Peñalosa a présidé aux destinées de la capitale colombienne, Bogotà, de 1997 à 2001. Il a fait la guerre à l'automobile et développé le transport en commun. Aujourd'hui professeur invité à l'Université de New York, il conseille des villes telles que Jakarta, Mexico et New York en matière de transport durable. Le Devoir l'a rencontré à l'occasion d'une conférence au Sommet des jeunes sur le transport urbain durable, qui se tenait en fin de semaine à Montréal.

CLAIRANDRÉE CAUCHY

«La congestion peut être utile dans une ville, ce n'est peut-être pas un problème. C'est la seule chose qui peut convaincre les gens de vivre plus près du centre-ville. C'est un vaccin contre l'étalement urbain. Pour un politicien, cela peut-être suicidaire de le dire», confie l'ex-maire de Bogotà, Enrique Peñalosa, qui a été pressenti comme candidat éventuel à l'élection présidentielle colombienne.

L'ancien élu municipal a fait du problème de la congestion automobile la pierre angulaire de son

mandat en déclarant une guerre à l'automobile. Il s'est servi de cet enjeu comme levier pour améliorer les conditions de vie des citoyens de Bogotà, dont une majorité vit dans la pauvreté. Pour lui, l'enjeu était clair: une ville ne peut être adaptée à la fois aux besoins des humains et des voitures.

Expérience exemplaire

L'expérience de la ville de sept millions d'habitants est aujourd'hui citée à travers le monde et l'ex-maire figure au deuxième

VOIR PAGE A 8: MAIRE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Qu'on soit n'importe où dans le monde, les gens n'utiliseront pas le transport en commun par amour de l'environnement, mais parce qu'il y a des restrictions imposées à l'usage de l'automobile», souligne Enrique Peñalosa, qui a été maire de Bogotà de 1997 à 2001.

Événement Formule gagnante

Accord DX 2006

Prix de location à partir de

298\$*

par mois/48 mois

Taux de financement à l'achat
à partir de

1,9%

0\$

Incluant
96 000 km
Transport
et préparation
inclus en location
seulement

dépôt de sécurité

Route:
6,3 L/100 km**



Berline et coupé
Accord EX illustrés

En location ou à l'achat
d'un Accord coupé
> 1500\$
en carte d'essence†



HONDA
ÉVÉNEMENT
FORMULE
GAGNANTE

Civic DX
2006

Prix de location

218\$*

par mois/48 mois

0\$

dépôt de sécurité



Berline Civic LX
illustrée

Route:
5,7 L/100 km**

hondaquebec.ca

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez hondaquebec.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

OUI, ON A FAIT
LE PLEIN

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.



HONDA

*Les offres de location sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur approbation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules multi-2006 mentionnés ci-dessus. Période de location de 48 mois. Pour les véhicules, sont identifiés: a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. Berline Accord DX (modèle CM5514E): a) 298 \$, b) 3 090 \$, c) 17 394 \$. Berline Civic DX (modèle CM5514E): a) 218 \$, b) 3 552 \$, c) 13 016 \$. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire pour plus de détails. **Énergie pour 2006 publiées par NSCan. Consommation de carburant ordinaire sans plomb. Véhicules à transmission manuelle. Carte d'essence de 1500 \$ incluant les taxes applicable à la location ou à l'achat d'un Accord coupé. L'offre n'est pas transférable et ne peut être jumelée. Offre d'une durée limitée sujette à changement sans préavis par le manufacturier.

ACTUALITÉS

Première participation du chef conservateur au G8

La mort de Canadiens au Liban vient interpeller Harper

BRUCE CHEADLE

Saint-Petersbourg (Russie) — La mort hier de huit ressortissants canadiens au Liban a éclipsé la participation du premier ministre Stephen Harper à une entente politique intervenue entre les pays du G8, visant à régler le conflit au Moyen-Orient.

M. Harper chantait encore les louanges de l'entente du G8 relative aux attaques entre Israël et le Liban lorsqu'une frappe aérienne israélienne a coûté la vie à une famille de Canadiens voyageant au Liban.

Le gouvernement de M. Harper, à qui les médias avaient déjà reproché la lenteur de l'évacuation des citoyens canadiens séjournant au Liban, venait aussi d'annoncer la mise en place d'un plan d'évacuation par des bateaux commerciaux pour les citoyens canadiens.

M. Harper a indiqué que l'accord intervenu entre les dirigeants du G8 constituait une entente importante et unanime satisfaisante.

«Visiblement, nos préoccupations visent maintenant la sécurité des milliers de citoyens canadiens qui sont pris dans cette situation, particulièrement au Liban», a ajouté M. Harper.

«Nous sommes en train, ici à Saint-Petersbourg, à Ottawa et aussi au Moyen-Orient, d'examiner tous les moyens d'action possibles, et nous faisons cela en collaboration avec nos alliés qui font face aux mêmes défis que nous.»

M. Harper n'a répondu à aucune



Le premier ministre conservateur Stephen Harper, hier à Saint-Petersbourg

CHRIS WATTIE REUTERS

question relative à l'entente ou aux procédures d'évacuation et il a laissé aux hauts fonctionnaires le soin d'expliquer le rôle du Canada.

Selon un porte-parole du gouvernement canadien, M. Harper est intervenu dans «un débat vi-

goureux» entre les dirigeants qui s'est prolongé bien au-delà du temps qui lui était alloué.

Le vocabulaire a été «choisi prudemment», a dit le porte-parole, et il «réflétait vraiment les termes et les principes employés par le premier ministre, jeudi, alors qu'il se

trouvait dans l'avion».

Cependant, M. Harper n'a pas demandé à Israël de cesser ses incursions militaires au Liban et il a qualifié la réponse israélienne de «mesurée».

Presse canadienne

Les deux policiers de la GRC succombent à leurs blessures

Saskatoon — L'épouse de Marc Bourdages, policier de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) décédé durant la nuit de samedi à hier, croit qu'il est maintenant mieux là où il se trouve.

«Malgré les excellents soins qui leur ont été prodigués, ils n'ont pu s'en remettre»

«Je crois que l'âme de Marc est avec nous et qu'il se trouve dans un meilleur endroit, où il peut reposer en paix», a déclaré Natasha Bourdages, hier, en conférence de presse. Mme Bourdages fait également partie de la GRC.

Durant la nuit

Darrell McFayden, sous-commissaire de la GRC, a confirmé que les deux agents étaient décédés durant la nuit.

«Robin est morte vers 23h, et Marc, environ deux heures plus tard», a affirmé M. McFayden. Tous deux ont succombé à de sérieuses blessures à la tête. Malgré les excellents soins qui leur ont été prodigués, ils n'ont pas pu s'en remettre.»

Les policiers faisaient partie du détachement de Spiritwood, municipalité agricole située quelque 140 km à l'ouest de Prince Albert.

Mme Cameron laisse dans le deuil une fille de 11 ans. M. Bourdages était quant à lui le père d'un garçon de neuf mois.

La police demeure à la recherche du suspect dans cette affaire, Curtis Dagenais, 41 ans, en

cavale depuis l'incident. Armé et considéré comme très dangereux, Dagenais a été accusé de tentative de meurtre contre deux gendarmes. Un mandat d'arrestation a été émis à son encontre.

Les deux agents souhaitaient faire une différence, a indiqué M. McFayden, qui a ajouté que la police fédérale partageait la douleur des deux familles éprouvées.

Le père de Mme Cameron, Howard, a affirmé que sa fille était au fait des risques encourus. Il a cependant jugé contre nature le fait qu'elle soit morte avant lui.

La GRC continuera de rechercher le suspect et elle finira par lui mettre la main au collet, a estimé M. Cameron.

Les deux agents auront droit à des funérailles policières.

Le père du fuyard, Arthur Dagenais, 69 ans, est actuellement emprisonné pour entrave au travail des policiers dans leurs recherches. Il a affirmé que son fils était suicidaire.

Par ailleurs, depuis Saint-Petersbourg où il prend part au Sommet du G8, le premier ministre Stephen Harper a offert ses «plus sincères condoléances aux familles, aux amis et aux collègues de ces agents courageux qui ont été touchés par cette tragédie. C'est un bien triste jour pour toutes les Canadiennes et tous les Canadiens».

«Au nom de la population canadienne tout entière, je veux aujourd'hui rendre hommage à Marc Bourdages et à Robin Cameron, qui ont payé le prix ultime au service de la population canadienne», a-t-il déclaré par voie de communiqué.

Presse canadienne

Braderie estivale



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

MALGRÉ LA CHALEUR ACCABLANTE, des dizaines de milliers de personnes ont déambulé hier sur la rue Sainte-Catherine, fermée à la circulation automobile entre les rues Saint-Urbain et Atwater pour toute la fin de semaine. Plusieurs prestations musicales et des activités destinées aux enfants ont aussi été organisées pour amuser les passants. Les organisateurs de cette grande braderie s'attendaient d'ailleurs à une affluence de près de 300 000 personnes en deux jours.

Guerre contre les talibans en Afghanistan

Poursuite de l'offensive canadienne

Kandahar (Afghanistan) — Faisant face à des embuscades et à de petites poches de résistance, les soldats canadiens ont poursuivi, hier, leurs attaques contre les talibans dans le cadre d'une offensive menée par la coalition dans la province d'Helmand, dans le sud de l'Afghanistan.

Près de 5000 soldats de la coalition, incluant 600 Canadiens et des effectifs de l'armée et de la police afghanes, ont participé à cette opération, qui s'est déroulée à l'ouest de Kandahar.

À la suite des deux batailles de samedi, les troupes de la coalition n'ont essuyé aucune perte humaine, mais au moins 35 combattants talibans ont perdu la vie alors que plus de 20 autres ont été blessés, et elles ont cap-

turé une douzaine d'insurgés, a dit le chef de police de la province d'Helmand.

Les combats se sont déroulés à Sangin, dans le sud de l'Afghanistan, où la plupart des troupes de combat canadiennes sont cantonnées.

Une peloton de reconnaissance canadienne et un groupe d'infanterie ont été victimes d'embuscades, mais les soldats canadiens n'ont pas été blessés dans ces attaques.

Les porte-parole canadiens de la coalition n'ont pas été en mesure de confirmer le nombre de morts liés à ces attaques ou si des Canadiens ont participé à ces combats, mais 14 talibans ont été arrêtés à la suite de cette opération.

Dans les batailles visant le contrôle de Sangin, huit combattants talibans ont été tués et quatre autres ont été capturés, a indiqué le chef de la police.

Une heure plus tard, 27 talibans ont été tués, 18 ont été blessés et 10 ont été arrêtés.

Les porte-parole canadiens avaient déjà annoncé que 10 talibans avaient été tués durant la première offensive à Sangin, qui regroupait des troupes terrestres canadiennes et américaines ainsi que des parachutistes britanniques.

Ces attaques de la coalition constituent la dernière offensive de l'opération Mountain Thrust, qui se déroule depuis la mi-juin afin de couper les vivres des talibans.

Cependant, une frange importante de talibans se serait déjà déplacée dans la province d'Oruzgan, qui est située au nord de Kandahar. Des sources canadiennes expatriées en Afghanistan ont avancé que les combats pourraient se poursuivre dans la province d'Oruzgan au cours des prochains mois.

Presse canadienne

Quand une personne représente-t-elle un risque réel pour la sécurité aérienne ?

JIM BRONSKILL

Ottawa — Un présumé terroriste ne serait pas nécessairement interdit de vol au Canada, a appris la Presse canadienne.

Les critères qui sont soumis pour une éventuelle liste des personnes interdites de vol s'appliqueraient exclusivement à «ceux qui représentent un risque immédiat pour la sécurité aérienne», découvre-t-on dans un document d'orientation préparé pour Transport Canada.

Le brouillon de règlement, obtenu d'une source familière avec le futur projet de liste d'interdiction de vol, confirme qu'elle s'appliquera de façon très étroite et que cette liste sera remise à jour tous les 30 jours.

«Le simple fait de faire partie d'un mouvement terroriste ne vous fera pas atterrir sur la liste, a ajouté la source.

«Il faudra démontrer que la personne en question représente un risque réel pour la sécurité aérienne.» La liste d'interdiction de vol comportera également des dispositions pour faire appel, mais il n'y aura pas d'indemnisation financière pour ceux qui feront injustement partie de cette liste, a ajouté la source, parlant sous le couvert de l'anonymat.

À Transport Canada, on espère

que le projet de liste d'indésirables entrera en vigueur d'ici la fin de l'année pour les vols intérieurs. Elle serait ensuite disponible pour les vols internationaux dans le courant de l'année prochaine.

Selon la source, une personne verrait son nom inscrit sur cette liste s'il avait déjà été condamné pour des crimes sérieux contre l'aviation civile dans le passé, autant au Canada qu'à l'étranger. Ces crimes incluraient les attentats manqués ou même une criminalité violente qui pourrait amener quelqu'un à s'en prendre à un avion ou à ses passagers.

La liste serait composée essentiellement à partir d'informations obtenues de la GRC et du Service canadien du renseignement de sécurité.

Un comité formé de membres de ces deux agences et des ministères des Transports et de la Justice aurait ensuite la charge de décider de la liste finale de personnes interdites de vol, mais le ministre des Transports se réserverait le dernier mot en la matière.

Selon la source, les autorités canadiennes ne s'attendent pas à ce que la fameuse liste compte plus de 1000 noms.

Presse canadienne

Alfred MERCIER

L'HABITATION SAINT-YBARS

Édition préparée, présentée et annotée d'après les manuscrits par Réginald Namer!

421 pages - 38,20 \$

GUÉRIN, littérature
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

• LES ACTUALITÉS •

Après une mission de 13 jours dans l'espace

Discovery de retour ce matin

« Vous avez le feu vert »

JEAN-LOUIS SANTINI

Cap Canaveral — L'équipage de *Discovery* a obtenu hier le dernier feu vert pour un retour sur Terre aujourd'hui en Floride, après que son bouclier thermique eut été déclaré en parfait état à l'issue d'une ultime inspection pour des impacts de micrométéorites.

Tout semble désormais dépendre de la météorologie au Centre spatial Kennedy, près de Cap Canaveral, qui, selon le directeur de vol, paraît favorable, a indiqué le commentateur officiel de la NASA au centre de contrôle de Houston.

Discovery devrait se poser à 9h14 locales ou, en cas d'impossibilité, à 10h50 locales sur la piste de 4500 m du centre spatial d'où elle avait été lancée le 4 juillet.

Les ingénieurs de la NASA ont fini tôt hier d'analyser des films à haute définition pris par des astronautes de la navette vendredi et samedi, peu après que l'orbiteur se soit séparé de la Station spatiale internationale (ISS) où il avait été amarré pendant neuf jours.

Ils avaient inspecté le bord d'attaque en carbone renforcé des deux ailes et du nez de la navette à l'aide d'une caméra à haute définition et d'un scanner, attachés à l'extrémité d'une rallonge de 15 m du bras robotisé de *Discovery*.

Le feu vert final a été annoncé aux astronautes de *Discovery* par le centre de contrôle de la mission à la demande du commandant de bord Steven Lindsey, visiblement impatient de le savoir.

« Est-ce que la navette a été jugée apte à une rentrée dans l'atmosphère? », a-t-il demandé au centre de Houston, selon les conversations retransmises en direct par la télévision de la NASA. « C'est confirmé. On m'a dit que je pouvais utiliser ce terme, vous avez le feu vert de retour », lui a répondu un des contrôleurs de la mission. Si la météo ne permettait pas aujourd'hui et demain un atterrissage en Floride, la

NASA déciderait alors de la faire poser sur la base militaire d'Edwards en Californie, comme l'an dernier pour le premier vol de la navette depuis l'accident de *Columbia* le 1^{er} février 2003.

Plus tôt dans la nuit, l'équipage avait aussi vérifié l'origine d'une très petite fuite dans l'un des trois moteurs actionnant le système hydraulique de commande des volets, de la gouverne verticale et de l'ouverture du train d'atterrissage de la navette, et conclu qu'il n'y avait pas de problème pour l'atterrissage.

À son arrivée aujourd'hui, *Discovery* aura bouclé une mission de 13 jours sur orbite jugée très réussie et qui devrait marquer le retour de la navette à des vols réguliers dès la fin août avec *Atlantis* — pour la première fois depuis la catastrophe de *Columbia* le 1^{er} février 2003, dans laquelle sept astronautes ont péri. La reprise des vols de la navette devrait permettre de terminer d'ici à 2010 la construction de la Station spatiale internationale (ISS), à moitié finie.

Les trois sorties dans l'espace effectuées lors de cette mission par deux astronautes des six membres d'équipage, deux femmes et quatre hommes, ont toutes été réussies, dont des tests pour réparer la navette sur orbite et la réparation d'une télébenne de l'ISS, sans laquelle la construction de la Station aurait été impossible.

Discovery a également livré à l'ISS quelque trois tonnes de vivres, de fournitures et des équipements de laboratoire. La navette a aussi transporté le spationaute allemand Thomas Reiter de l'Agence spatiale européenne (ESA), qui est devenu le troisième occupant de l'ISS pour un séjour de six mois depuis la perte de *Columbia*. Il sera aussi le premier Européen à se joindre à l'équipage de l'ISS, formé depuis 2003 d'un astronaute américain et d'un cosmonaute russe qui se relèvent tous les six mois.

Agence France-Press

Les proches des victimes d'Olson prient pour qu'il reste en prison

Les proches des victimes du meurtrier en série Clifford Olson espèrent ardemment que la Cour fédérale refusera de lui accorder une libération conditionnelle lors d'une audience cette semaine.

« Ma petite fille avait neuf ans lorsque son frère a été assassiné », a déclaré récemment Gary Rosenfeldt. Son beau-fils Daryn Johnsrude a été la troisième victime d'Olson.

« Ce n'est pas juste de la voir pleurer à nouveau la mort de son frère en cour. Elle ne devrait pas avoir à subir ça. Elle devrait se préoccuper d'autre chose que de voir à ce que son meurtrier reste en prison », a ajouté M. Rosenfeldt, qui a fondé le Centre canadien de ressources pour les victimes de crimes, après la mort de Daryn.

Olson a reconnu en 1982 le meurtre de 11 jeunes gens en Colombie-Britannique, huit garçons et trois filles âgés de 9 à 18 ans.

Aujourd'hui âgé de 66 ans, Olson a passé 25 ans en prison et il sera admissible à une libération conditionnelle le 12 août prochain.

Un comité de trois membres de la Commission des libérations conditionnelles entendra demain la requête d'Olson au pénitencier fédéral de Sainte-Anne-des-Plaines, dans les Laurentides.

Olson avait déjà fait application pour une libération conditionnelle après 15 ans de peine, en 1996, mais sa requête avait été rejetée en 15 minutes par la Commission. Malgré tout, la possibilité d'une libération d'un meurtrier en série après 15 ans de peine avait soulevé l'indignation dans la population, forçant les législateurs à modifier le Code criminel dans le cas des meurtriers en série.

« Ce type devrait être mort pour ce qu'il a fait », a déclaré Darryl Kettles, un policier à la retraite de la GRC qui a travaillé dans l'enquête sur Olson. « C'est le diable en personne. »

« Il retire du plaisir du mal qu'il inflige aux familles », a ajouté M. Rosenfeldt.

Olson avait reçu une somme de 100 000 \$ à la suite d'une entente avec la Couronne et la GRC. En contrepartie pour ses aveux, il devait indiquer à la police où les corps de ses victimes avaient été enterrés.

En prison, Olson avait envoyé des lettres à des familles pour leur décrire en détail les sévices infligés à leurs proches. Services correctionnels Canada avait dû intervenir pour empêcher Olson de communiquer avec les familles ou les médias.

« Il n'existe pas de traitement pour une telle personne », estime Elliot Leyton, professeur d'anthropologie à l'université Memorial de Terre-Neuve. « Il n'y a aucune possibilité de réhabilitation. »

Mais même s'il existe une lointaine possibilité de libération conditionnelle, il ne faut pas s'en faire avec ça, ajoute M. Leyton. Selon lui, aucun gouvernement n'accepterait de relâcher un criminel aussi barbare et vicieux.

La semaine dernière, le ministre fédéral de la Justice, Vic Toews, indiquait que le gouvernement envisageait de nouveaux amendements au Code criminel dans le cas des meurtriers en série. Selon la loi, Olson pourra faire une nouvelle demande de libération conditionnelle dans deux ans si la Cour fédérale refuse de le libérer cette semaine.

Presse canadienne

EN BREF

Interdiction levée

Québec — La Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) a levé l'interdiction de faire des feux à ciel ouvert en forêt ou à proximité, qui prévalait depuis jeudi pour les régions du nord du Québec, entre l'Abitibi-Témiscamingue et le Saguenay.

La pluie qui est tombée au cours de ces dernières heures permet la levée de l'interdiction. Les conditions météorologiques actuelles étant très instables, la SOPFEU surveille de près la situation. Présentement, 34 incendies de forêt sont en activité au Québec, mais les opérations de lutte progressent normalement. — PC

Cologne en fête



ALEX GRIMM REUTERS

PRÈS DE 600 000 PERSONNES ont assisté hier à Cologne à la parade du Christopher Street Day, selon les associations homosexuelles organisatrices de l'événement, qui réclament une pleine intégration dans la société. Sous le slogan « 100 % NRW (pour l'État régional Nord-Rhein Westfalen, Rhénanie du Nord-Westphalie) — Seulement avec nous », les organisateurs ont demandé « reconnaissance, égalité, visibilité à 100 %, des explications sur le HIV et le sida, et plus de conscience de soi », a affirmé Ralf Wandel, membre du conseil gai et lesbien de Cologne. Le député des Verts allemands, Volker Beck, agressé fin mai à Moscou alors qu'il soutenait la première Gay Pride organisée dans la capitale russe, a notamment demandé « l'égalité de traitement pour les couples [homosexuels] et une intervention plus forte pour protéger les droits humains des lesbiennes et des homosexuels ». La veille, le Réseau lesbien de l'État régional avait récompensé le vice-chancelier social-démocrate Franz Müntefering pour son engagement en faveur de la communauté homosexuelle. Ce défilé, organisé chaque année dans plusieurs pays du monde, commémore les émeutes qui avaient opposé en juin 1969 homosexuels et policiers dans la Christopher Street de New York.

Carlos Varela à Montréal

Le poète de la métaphore politique

LISA-MARIE GERVAIS

C'est en toute intimité que l'auteur-compositeur-interprète cubain Carlos Varela a fait retentir les premiers accords de *Lucas y Lucia*, première chanson de son répertoire de « trova » (ballades), à un public déjà conquis. Seul sur scène avec sa guitare, illuminé par le décor ensoleillé de la salle pourtant sombre du Cubano's Club, rue Sainte-Catherine, le poète révolutionnaire a d'abord insisté pour que ses fans se rapprochent de la scène, intimidé par le vide d'une salle trop vaste.

Chaudement applaudi par un public heureux qui se permettait parfois de lui parler, l'artiste, généreux, a interprété, le plus simplement du monde, ses ballades mélodiques, empreintes de douceur et d'émotion, aux textes évocateurs et parfois controversés. De métaphore en métaphore, le public s'est laissé bercer par les images suggérées par l'artiste, notamment celle du « bûcheron sans forêt ».

Au-delà de son courage politique, celui qui ose critiquer le gouvernement de son pays a su se tailler une place relativement importante au sein de la *trova* cubaine, à l'instar des Silvio Rodríguez et Pablo Milanés.

« Ceux qui conspirent contre Carlos Varela errent parce qu'ils le considèrent hypercritique. Mais errent aussi ceux qui l'accusent, emblème de leurs propres "inconformités". La



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Carlos Varela au Cubano's Club de Montréal.

réalité est toujours plus critique que n'importe quelle chanson », avait dit de lui Silvio Rodríguez.

Joliment introduites par de courts préambules, les chansons de l'auteur généreux avaient de quoi séduire les amateurs du genre. *Los hijos de Guillermo Tell* a sans doute été la mieux accueillie par le public, qui s'est laissé raconter la petite histoire de la ballade qui a commencé en 1989 alors qu'il

l'avait interprétée pour la première fois au Teatro Chaplin. Le journal cubain *Juventud Rebelde* s'était permis de critiquer vivement cette chanson, qui se voulait une métaphore comparant Fidel à Guillaume Tell, où c'était maintenant au tour de la jeune relève de tirer la flèche dans la pomme. Quelques années plus tard en concert à Stockholm, il a été présenté comme l'auteur de la chanson *Guillermo Tell*. Comme quoi il

est de ces chansons qui sauront.

Après avoir fait salle comble au Lula Lounge à Toronto la semaine dernière, le poète tenait à atterrir à Montréal, une ville qu'il a beaucoup aimé — le peu qu'il en a vu, nous dit-il — en se promettant bien d'y revenir en septembre, cette fois avec toute sa *banda* de musiciens.

Le Devoir

Découverte du gène responsable de la démence fronto-temporale

SHERYL UBELACKER

Toronto — Des chercheurs canadiens et américains affirment avoir découvert le gène mortifère responsable de la forme la plus commune de démence, exception faite de la maladie d'Alzheimer.

Connue sous le nom de démence fronto-temporale, ou DFT, cette maladie représente environ 15 % de tous les cas de démence dans le monde, incluant les quelque 100 000 cas qui existent au Canada, selon les estimations. Environ la moitié de ces cas sont d'origine héréditaire.

« Nous avons découvert la cause génétique d'une importante forme héréditaire de démence », a affirmé le Dr Ian Mackenzie, neuropathologiste à l'Université de la Colombie-Britannique, dont les travaux ont mené à la découverte du gène modifié sur le chromosome 17.

« Les implications immédiates

sont que nous sommes maintenant en mesure de proposer de la consultation en matière de génétique et des examens génétiques aux familles affectées », a ajouté M. Mackenzie depuis Vancouver.

Cette maladie représente 15 % de tous les cas de démence dans le monde

« Et l'objectif à long terme est peut-être que les connaissances que nous venons d'acquies nous permettent de mieux comprendre les solides possibilités de découverte de stratégies de traitement. »

Plusieurs scientifiques n'ayant pas été impliqués dans le projet de recherche ont accueilli avec joie cette découverte. Ils ont cependant prévenu que des années pourraient être nécessaires avant la mise au point d'un traitement efficace.

Le Dr Mario Masellis, neurologue au centre des sciences de la santé Sunnybrook, à Toronto, a indiqué que le gène découvert par l'équipe de chercheurs était le second gène modifié ayant un lien

avec les cas héréditaires de DFT. L'autre a été isolé dans l'ADN d'un groupe de familles en Europe.

« Ensemble, les deux gènes représentent une proportion des cas familiaux, mais ils ne représentent pas tous les cas familiaux », a déclaré M. Masellis.

« Il s'agit d'une découverte importante [...]. C'est comme s'ils trouvaient les pièces du casse-tête, et ils ont maintenant trouvé une deuxième pièce du casse-tête génétique. Mais il reste vraisemblablement d'autres pièces à découvrir. »

Comme la maladie d'Alzheimer, la DFT est une maladie neurodégénérative incurable; mais contrairement à celle-ci, la DFT n'affecte habituellement pas la mémoire.

Les manifestations de cette condition, dont les premiers signes commencent entre 50 et 60 ans, sont variables. Elles incluent le changement progressif de la personnalité, des troubles du langage et des mouvements anormaux des yeux.

Presse canadienne

EN BREF

Bilis a tué 115 Chinois

Pékin — Des pluies diluviennes et les inondations causées en Chine par la tempête tropicale *Bilis* ont fait 115 morts et contraint des millions de personnes à être évacués hier, ont annoncé les médias officiels. Les pluies torrentielles ont frappé les provinces de Fujian, Hunan, Guangdong, Jiangxi et Zhejiang, a précisé l'agence Chine nouvelle. La province de Fujian a été la plus touchée: la brutale montée des eaux et les coulées de boue ont tué 43 personnes et les secours déployaient d'énormes efforts pour tenter de retrouver 24 personnes portées disparues, notamment dix ensevelies sous la boue dans la ville de Zhangzhou, a indiqué Chine nouvelle. La province de Hunan a également payé un lourd tribut avec 39 morts, et non 78 comme annoncé dans un précédent bilan. La plupart des victimes habitaient la ville de Chenzhou, avait auparavant indiqué l'agence. Dans cette province, plusieurs millions de personnes ont été piégées par la montée des eaux, avant d'être secourues. Plus de 30 000 habitations ont été détruites et plus de 156 000 hectares de terre agricole noyés, selon Chine nouvelle. — AFP

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

C'est le temps des vacances

Nous entrons dans l'ère de la société des loisirs, qu'ils disaient. Des robots feront bientôt le boulot à votre place, qu'ils disaient. Vous regretterez presque de ne pas avoir plus de travail à faire pour vous désennuyer, qu'ils disaient.

Aujourd'hui est un grand jour pour une bonne partie de la population québécoise. C'est le début des vacances. Plus de 127 000 travailleurs de la construction troqueront, durant les deux prochaines semaines, le casque et le marteau pour les gougouines et l'éventail, et des dizaines de milliers d'autres travailleurs les suivront sur les routes du Québec, des provinces maritimes et de la Nouvelle-Angleterre. L'événement apportera son lot de stress, mais l'on en profitera quand même pour prendre du soleil les pieds dans l'eau, pour passer du temps en famille, pour commencer à lire ce livre qui traîne sur la table de chevet depuis des mois ou encore pour ne rien faire, tout simplement.

Selon une récente enquête, 54 % des Québécois prendront au moins deux semaines de vacances cet été, alors que 19 % s'offriront une semaine. Il n'est toutefois pas certain que tout le monde puisse partir vraiment, deux Québécois sur dix ayant déjà dû dans le passé annuler ou reporter ses vacances à cause du travail. Au total, les travailleurs canadiens bénéficieront cette année de 19 journées de congés payés, soit deux de moins que l'année dernière. On prévoit qu'ils renonceraient aussi à deux autres journées, en moyenne, pour des raisons professionnelles. Un tel état de fait est sans doute loin de leur plaire, 22 % d'entre eux se disant prêts à accepter un salaire moindre en échange d'une journée de plus de congé.

Les travailleurs canadiens se consolent peut-être en se comparant à leurs homologues australiens, qui ne profiteront que de 17 jours de vacances en moyenne cette année ou, mieux encore, à leur vis-à-vis américains, qui n'auront droit qu'à 14 petites journées. Mais ils ne doivent surtout pas regarder de l'autre côté de l'Atlantique. Ça les déprimerait trop d'apprendre que tous les autres travailleurs occidentaux ont droit à plus de congés payés qu'eux, à raison, par exemple, de 24 jours au Royaume-Uni, 27 en Allemagne ou 31 en France.

L'explication habituellement donnée pour cette différence entre l'Europe et l'Amérique du Nord est de nature culturelle. Comme chacun le sait, l'éthique protestante encouragerait le labeur continu de l'homme pieux afin qu'il fasse prospérer les biens que lui a prêtés Dieu, alors que le climat méditerranéen et le tempérament latin prédisposeraient les individus à la *dolce vita*. Et que dire du goût irrésistible des Américains de gagner toujours plus d'argent pour accumuler toujours plus de biens de consommation, alors que 2000 ans d'histoire ont appris aux Européens la valeur des choses simples, comme un long repas avec des amis.

Le problème avec ces explications est que l'on oublie que les Britanniques, comme les calvinistes d'Europe du Nord, ont autant de vacances que les autres Européens, et que les Italiens — ou les Français — aiment sans doute tout autant les belles maisons et les belles voitures que les Américains.

Des économistes disent qu'il faudrait plutôt regarder du côté de l'impôt. Les gouvernements européens étant beaucoup plus gourmands qu'aux États-Unis, il n'est que logique que leurs travailleurs préfèrent l'augmentation du nombre de leurs jours de congé plutôt que l'augmentation de leurs salaires puisque, de toute façon, une bonne partie de cet argent supplémentaire partira en impôt. C'est logique, mais ça ne correspond malheureusement pas à la réalité, nous apprennent ceux qui se sont donné la peine de tester cette hypothèse.

D'autres experts rapportent que la durée moyenne des vacances a longtemps été la même, en Europe et en Amérique, jusqu'à ce que les syndicats européens réagissent différemment à la montée du chômage et réclament, dans les années 1970 et 1980, un plus grand partage du temps de travail. Une fois établies par l'usage et la loi, ces pratiques différentes sont graduellement devenues des normes professionnelles et sociales que plus personne ne remet en cause.

Espoir d'un monde meilleur

Cette dernière explication montre tout l'intérêt que pourrait avoir pour les travailleurs canadiens le rapport, attendu cet automne, de la commission fédérale présidée depuis deux ans par le professeur de droit de l'université York, Harry Arthur, et qui porte sur les normes de travail des entreprises de compétence fédérale. Établie actuellement à deux semaines après un an de service, et trois semaines après six ans, la durée minimale des vacances des travailleurs assujettis au Code canadien du travail pourrait bien en sortir allongée, rapportait la semaine dernière le quotidien *La Presse*. Une telle décision aurait fort probablement pour effet de tirer vers le haut les conditions de travail offertes à un peu tout le monde au pays.

Ce rapport permettra peut-être, également, de mieux encadrer le recours grandissant dans plusieurs entreprises aux horaires atypiques. Un Canadien sur cinq serait, par exemple, aujourd'hui obligé de travailler des jours de fin de semaine.

Ces nouvelles balises seraient d'autant plus bienvenues que ce sont souvent les travailleurs au bas de l'échelle qui héritent des pires conditions de travail à ce chapitre. Plus de 37 % des employés temporaires travailleraient en effet la fin de semaine, contre 13 % des employés ordinaires. Bien pire encore, 25 % des ménages au Québec dont le revenu annuel est inférieur à 30 000 \$ ne prendraient aucune journée de vacances dans l'année, alors que cette proportion n'est que de 7 % pour les autres. Devant de tels chiffres, on comprendrait le travailleur québécois moyen de se sentir mal loti et d'avoir l'humeur morose en ce début de ses trop courtes vacances.

Tout est question de perspective, dit le sociologue français Jean Viard. Avec les études qui s'allongent, les journées de travail qui raccourcissent, les vacances et autres congés parentaux qui s'additionnent, sans parler de la retraite qui commence plus tôt et dure plus longtemps, la carrière d'un travailleur moyen compte aujourd'hui deux fois moins d'heures de travail qu'elle n'en avait dans les années 1930, dit-il, et trois fois moins qu'en 1850. En tenant compte de l'allongement de l'espérance de vie, on constate ainsi que notre travailleur moyen consacrerait au travail seulement 16 % de son temps de vie éveillée, comparativement à 30 % dans les années 1950, et 70 % pour un ouvrier ou un paysan du XIX^e siècle. C'est dire s'il est vrai que l'on s'approche de la société des loisirs. «Facile à dire quand on vit en France», rétorquera peut-être notre pauvre travailleur québécois à l'humeur morose.



Le Salon de Farnborough, qui devrait revêtir une connotation plus civile que militaire, promet de nouveau un duel de titans entre les deux géants de l'aviation commerciale Airbus et Boeing.

AÉRONAUTIQUE

Le Salon de Farnborough, une occasion de revanche pour Airbus

Malgré cette crise, l'A380 pourrait remporter de nouveaux contrats

Paris — Le Salon aéronautique de Farnborough, du 17 au 23 juillet près de Londres, offrira l'occasion à Airbus de se remettre en selle face à l'américain Boeing, avec de nouvelles commandes et la présentation, très attendue mais incertaine, de son projet remodelé de long-courrier A350.

Ce salon biennal est un des plus importants dans le monde, après celui du Bourget, près de Paris, et devant ceux de Singapour et de Dubaï (Émirats Arabes Unis).

Ses organisateurs espèrent dépasser le succès de l'édition 2004, qui avait attiré 243 000 visiteurs et s'était soldée par 21 milliards de dollars de commandes annoncées, avec Airbus et Boeing pour principaux bénéficiaires.

Le salon, qui devrait revêtir une connotation plus civile que militaire, promet de nouveau un duel de titans entre les deux géants de l'aviation commerciale, qui gardent traditionnellement des commandes sous le coude pour ces rendez-vous très médiatisés.

Une occasion pour Airbus de redorer son blason, alors que Boeing fait la course en tête depuis le début de l'année, pour la première fois depuis cinq ans, avec quatre fois plus de commandes que l'avionneur européen.

Airbus est d'autant plus sous pression que le marché attend impatiemment la présentation de la version modifiée de son futur long-courrier A350, revu sur la planche à dessin après avoir essuyé des critiques de clients. Il pourrait être rebaptisé A370.

Il incombera au nouveau patron d'Airbus, Christian Streif, de lever le voile sur ce nouveau projet, au coût estimé à 8 milliards d'euros, et sur l'avenir des commandes initialement récoltées.

Qatar Airways, qui avait annoncé il y a un an son intention d'acquiescer 60 A350, s'exprimera lundi à Farnborough.

Toutefois, le constructeur pourrait se donner plus de temps pour peaufiner ce programme-clé, censé concurrencer le 787 à succès de Boeing.

«Nous ne nous sentons pas liés par un calendrier quel qu'il soit», indiquait mercredi Thomas Enders, co-président de la maison-mère d'Airbus EADS.

À Farnborough, Airbus fera par ailleurs voler son avion géant A380, dont les ratés de production, annoncés mi-juin, ont affecté le calendrier de livraisons sur les trois prochaines années.

Malgré cette crise, l'appareil à double pont, qui pourra transporter jusqu'à 840 passagers, pourrait remporter de nouveaux contrats au salon. Le directeur commercial d'Airbus, John Leahy, promettait récemment une vingtaine de commandes cette année.

Parmi les avionneurs régionaux, le brésilien Embraer viendra avec l'E-190, de sa gamme «E-Jets» de 70 à 110 places.

Le russe Sukhoi évoquera lui son projet d'avion

RRJ, qui pourrait recevoir des commandes de compagnies internationales. «De telles annonces lanceraient véritablement le programme et le RRJ deviendrait un concurrent à bas prix face à Bombardier et Embraer», selon Yan Derocles, analyste d'Oddo Securities.

Côté défense, Farnborough ne devrait pas être l'occasion de grosses annonces, selon les spécialistes du secteur, après la récente vague de commandes d'avions et d'hélicoptères militaires.

Des démonstrations en vol de chasseurs comme le F16 de Lockheed Martin ou le Typhoon d'Eurofighter sont prévues.

Mais les négociations sur la vente à l'Arabie Saoudite de l'Eurofighter, développé par EADS, BAE Systems et Alenia/Finmeccanica, ne semblent pas avoir assez avancé depuis la lettre d'intention de décembre pour être finalisées à Farnborough. Le chiffre de 31 milliards de livres sterling est généralement avancé pour ce contrat.

Analystes et industriels espèrent toutefois des petits contrats, notamment dans les systèmes de communications militaires.

Le spatial et les drones seront également à l'honneur lors de cette édition avec deux pavillons dédiés.

Agence France-Presse

Le cent américain coûte plus cher à fabriquer que ce qu'il vaut

VIRGINIE MONTET

Washington — Avec la hausse du prix des métaux, le cent américain coûte désormais plus cher à fabriquer que ce qu'il ne vaut, divisant partisans et opposants des cents, frappés à l'effigie d'Abraham Lincoln.

L'US Mint, qui frappe la monnaie américaine, a jeté un pavé dans la mare révélant récemment dans une lettre au Congrès qu'il lui en coûterait 1,23 cent cette année et 1,40 cent l'année prochaine pour fabriquer une pièce d'une valeur d'un cent, du fait de la hausse des prix du zinc et du cuivre dopés par la demande asiatique.

Autrefois essentiellement composé de cuivre, le cent est depuis 1982 constitué à 97,5 % de zinc avec 2,5 % de cuivre. L'US Mint en produit environ huit milliards par an.

La Monnaie américaine a indiqué qu'elle étudiait la composition d'autres alliages de métaux plus économiques mais un représentant républicain, Jim Kolbe (Arizona), soutient dès à présent un projet de loi visant à rendre le

cent progressivement caduque. Il propose d'arrondir les transactions en liquide au premier nickel (la pièce de 5 c) approchant.

Jim Kolbe, qui n'en est pas à son premier coup d'essai contre un cent qu'il juge désuet et trop coûteux, entend introduire son projet de loi cette semaine, a indiqué à l'AFP son entourage à la Chambre des Représentants. Derrière lui s'est organisée l'association des «Citoyens pour le retrait du cent» qui souligne que le cent est devenu «une nuisance», coûte 100 millions de dollars à fabriquer chaque année tandis que les distributeurs automatiques le refusent et que les commerces rechignent à accepter ces poignées de pièces jaunes.

Les «pro-cents» pour leur part sont soutenus par le lobby du zinc et font campagne sur le site *Americans for Common Cents*. Ils dénoncent les conséquences inflationnistes d'une éventuelle suppression du cent qui ferait arrondir les prix au nickel au-dessus, soit l'équivalent d'une «taxe» de

600 millions de dollars annuels, selon leur estimation.

Ils citent également en exemple l'Union européenne, qui a choisi en instituant l'euro, de créer un «euro-penny» (les centimes d'euros), même si plusieurs membres songent à en cesser la fabrication.

Faire disparaître le cent reviendrait aussi à priver les organisations charitables des traditionnelles collectes de pièces jaunes, plaident les pro-cents d'Americans for Common Cents.

Les Américains eux-mêmes restent attachés au cent: 55 % le jugent «utile»,

selon un sondage USA Today/Gallup réalisé en juin, mais 23 % concèdent toutefois qu'ils ne le ramassent pas lorsqu'ils en voient un par terre.

Partie intégrante du patrimoine américain, la petite pièce à l'effigie du premier président républicain de l'histoire américaine a toutefois toutes les chances d'avoir la vie dure. Pour le bicentenaire d'Abraham Lincoln en 2009, il est déjà prévu d'en frapper quatre versions commémoratives.

Agence France-Presse

L'AGENDA

L'HORAIRE TÉLÉ,
LE GUIDE DE VOS SOIRÉES

Gratuit dans Le Devoir du samedi

LE DEVOIR



649		13 17 21		38		11 23 24		31			
33 41 42		comp.		29 43 44		comp.					
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS		
6/6	0	8 381 911,00 \$	6/6	0	1 000 000,00 \$	5/6+	3	108 845,10 \$	5/6+	2	25 000,00 \$
5/6+	149	1 810,30 \$	5/6	15	500,00 \$	5/6	2	68,40 \$	4/6	746	50,00 \$
4/6	7 469	68,40 \$	4/6	746	50,00 \$	3/6	139 462	10,00 \$	3/6	15 817	5,00 \$
3/6	139 462	10,00 \$	2/6+	85 270	5,00 \$	Ventes totales	15 957 118 \$	Prochain gros lot (approx.)	14 000 000 \$	Extra	1807279 600 000 \$*
										*Décomposable dans les deux sens	

SUPER 7		7/7		6/7+		6/7		5/7		4/7		3/7+		3/7			
12 21 23		09		82		6 636		139 533		131 202		1 167 281		Participation gratuite			
29 30 35 41		comp.		comp.		comp.		comp.		comp.		comp.		comp.			
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS		
5/5+	0	5 000 000,00 \$	5/5+	3	65 829,70 \$	5/5	82	2 408,40 \$	5/5	6 636	101,20 \$	4/5	139 533	10,00 \$	4/5	10,00 \$	
4/5+	149	1 810,30 \$	4/5	746	50,00 \$	3/5	139 462	10,00 \$	3/5	15 817	5,00 \$	2/5+	85 270	5,00 \$	Ventes totales	17 128 196 \$	
										Prochain gros lot (approx.)		2 500 000 \$		Extra		NOUVEAU ! GROS LOT DE 500 000 \$	
										*Décomposable dans les deux sens							

É D I T O R I A L

L'impasse orientale

Israël bombarde le Liban, le Hezbollah tire des missiles en direction d'Israël, que fait le G8? Le service minimum. L'ONU? Elle confirme son impuissance. Et ce, au moment où tous les ingrédients d'une guerre régionale sont réunis.

Dans la déclaration signée par les chefs d'État du G8, on prie, on n'exige pas, on prie donc les parties concernées pour qu'elles œuvrent au «retour des soldats israéliens sains et saufs de Gaza et du Liban, [à] l'arrêt des bombardements du territoire israélien, [à] l'arrêt des opérations militaires israéliennes» au Liban et à Gaza. Aucune mesure propre à imposer un cessez-le-feu n'a été arrêtée. En fait, on a pris soin d'occulter l'implication réelle, même si indirecte, de Damas et Téhéran. Pire, alors que, d'un côté comme de l'autre, on emprunte la voie d'un sanglant engrenage, les membres du G8 n'ont rien trouvé de mieux que d'évoquer la création d'une... énième mission de l'ONU dans les environs.

Pour quoi faire? Voir, entre autres choses, à ce qu'un texte «onusien», adopté il y a des mois de cela, soit — enfin! — appliqué. Il s'agit de la résolution 1559 composée après l'assassinat il y a plus d'un an de Rafic Hariri, ex-premier ministre du Liban et bête noire des Syriens. La 1559 stipule que l'autorité du gouvernement libanais élu démocratiquement passe notamment, voire surtout, par le désarmement de la milice du Hezbollah, qui s'avère un État dans l'État, une armée dans l'armée. Rien n'ayant été fait à cet égard, le gouvernement syrien a eu tout le loisir de prendre sa revanche, par Hezbollah interposé, avec l'aide plus que tacite des nouveaux maîtres iraniens.

Au vu de ce qui se passe depuis quelques jours, c'est à se demander si l'analyse faite par le roi Abdallah de Jordanie il y a un an n'est pas la plus juste. Que disait-il? On assiste à l'émergence d'un croissant chiite allant de Téhéran au bord de la Méditerranée. En tout cas, les faits récents semblent lui donner raison. Comme chacun sait, Téhéran prend un soin particulier à renforcer l'emprise des chiites sur Irak.

Dans le cas qui nous occupe aujourd'hui, une augmentation notable de rencontres au sommet, d'accords signés entre Syriens et Iraniens, a été observée depuis le début de l'année. Ainsi, en juin dernier, les ministres de la Défense des deux pays paraphaient un accord de sécurité commune prévoyant une coopération militaire. Il faisait suite à l'annonce suivant laquelle les mois qui viennent constitueraient la saison des prisonniers palestiniens détenus en Israël.

Dans un premier temps, la direction du Hamas à Damas a organisé l'enlèvement d'un caporal israélien. Puis ce fut le kidnapping de deux soldats israéliens par le Hezbollah. Dans un cas comme dans l'autre, la riposte israélienne fut aussi immédiate que disproportionnée. En Israël, certains observateurs sont allés jusqu'à expliquer la démesure de la réaction par le manque d'expérience militaire du premier ministre Ehoud Olmert et de son ministre de la Défense Amir Peretz. Peut-être qu'il y a du vrai dans cette analyse. Mais il est plus que probable que le premier ministre Olmert ait décidé d'en finir avec le Hezbollah comme avec le Hamas davantage que de rapatrier les prisonniers.

Il est plausible, pour ne pas dire certain, que la manière forte choisie par le premier ministre Olmert pour mener l'opération en cours va cimenter l'unité des Libanais pour le plus grand bénéfice des intégristes du Hezbollah et, derrière eux, de la Syrie et de l'Iran. Il est tout aussi plausible que l'offensive à Gaza va profiter à la faction la plus jusqu'au-boutiste du Hamas basée, on le rappelle, à Damas. Et ce, aux dépens du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, qui venait juste d'obtenir une concession non négligeable de la part de la direction du Hamas à Gaza, soit la reconnaissance implicite de l'État d'Israël.

La dégradation aussi rapide que brutale des relations entre les acteurs du Proche-Orient est peut-être bien la mise en relief, entre autres, de l'indifférence ou de la lassitude des gouvernements occidentaux à l'endroit de cette région. La «feuille de route» du quartette (Union européenne, Russie, ONU et États-Unis) est un échec qu'on ne veut toujours pas admettre, alors que la résolution 1559 concernant le Liban demeure à l'état de vœu pieux. À l'image d'une figure chère aux experts en géopolitique, le Proche-Orient est un mille-feuilles qui est en train d'imploser. Et ce, parce qu'il déborde de religiosité fanatique.

ÉLECTIONS À DATE FIXE...



LETTRES

Zidane: à hauteur d'homme

La plupart des commentateurs n'acceptent pas les explications fournies par Zinedine Zidane à propos du geste posé le 9 juillet dernier à l'endroit de Marco Materazzi. Il serait en effet paradoxal, voire contradictoire, de s'excuser pour le geste posé et en même temps de ne pas le regretter!

Le fait est cependant que Zidane est non seulement un joueur exceptionnel, c'est aussi et surtout, comme le disait si bien Jacques Chirac, un «homme de cœur». Zidane est en effet doué d'une sensibilité morale hors du commun. Nous, nous faisons une distinction entre la violence physique et la violence verbale. Pas lui. Zidane a dit que les invectives que Materazzi a proférées à son endroit à trois reprises étaient comme des coups de poing qu'il a reçus en pleine figure. Supposons que le joueur italien ait asséné un coup de poing à la gueule de Zidane, nous aurions alors tous admis que le coup de tête au thorax porté à Materazzi était mérité. Toutefois, recevoir une insulte, dont on ne connaît pas même la teneur exacte, ne mériterait pas, selon plusieurs analystes, un coup de tête. Zidane devrait même être sévèrement puni pour ce geste «dégadant».

Mais Zidane est pour ainsi dire au-delà du bien et du mal. Il nous rappelle que la violence physique autant que verbale constituent des offenses graves, aussi graves l'une que l'autre, qu'il ne faut surtout pas taire. Zidane a senti le devoir de dénoncer cette offense peu apparente qu'est l'insulte, mais aussi insidieuse que la violence physique, qui mine tout autant sinon davantage la dignité de la personne. Zidane veut bannir non seulement la violence physique, mais surtout la pléthore de violence verbale qui entache le sport le plus pratiqué sur la planète. Merci Zizou d'être totalement humain. Donc, d'être au-delà du bien et du mal. Et ne t'en fais pas pour paraphraser le philosophe Nietzsche, l'homme entier est toujours compris de la masse.

Jean Laberge
Montréal, le 13 juillet 2006

Le Québec n'est pas une nation

Mon estimable ancienne collègue Guy Bouthillier et ses compatriotes canadiens anglais ont tort («Is Québec a nation?», *Le Devoir* du 13 juillet 2006). Non, le Québec n'est pas une nation. C'est une communauté politique, dans laquelle se retrouvent des membres de plusieurs nations — les Franco-québécois, les Canadiens anglais et des nations autochtones — ainsi que d'autres citoyens québécois.

Alors, c'est la nation franco-québécoise, pas le Québec, qui a besoin de la reconnaissance de l'État canadien, une reconnaissance qu'elle reçoit déjà de l'État du Québec. Tant et aussi longtemps que nous ne serons pas en mesure de reconnaître que le Québec, au même titre que le Canada, est multinational, les quiproses et autres malentendus continueront de régner sur notre pays.

Charles Blattberg
Professeur agrégé en philosophie politique au département de science politique de l'Université de Montréal
Montréal, juillet 2006

Balle au bond

Boisclair est tombé dans le piège tendu par Charest. Plutôt que de laisser la balle sortir du terrain, il a décidé de la prendre au bond et il a frappé dans le filet au retour. Pratte et Charest se sont empressés de rire de lui... en pleine élection partielle. Au lieu de cette déclaration improvisée, Boisclair aurait dû nous dire pourquoi nous devons faire la souveraineté... Pour notre cinéma, pour notre environnement, pour nos garderies, pour notre langue, pour la santé de notre population, pour notre économie, pour toutes nos priorités d'investissement? Si lui ne sait pas pourquoi nous voulons la faire, qui le saura?

Louis Lapointe
Brossard, le 10 juillet 2006

Le Pied-de-Vent, une affaire d'équipe

Lectrice assidue du journal *Le Devoir* tout au long de ma vie, j'ai toujours apprécié la rigueur et la vérité des propos qui y sont publiés. Quelles ne furent pas ma surprise et ma déception de lire l'article de Philippe Mollé dans votre édition du samedi, 1^{er} juillet 2006, intitulé «Le chevalier du Pied-de-Vent».

L'article de M. Mollé semble attribuer tout le mérite du succès que connaît ce fromage des îles de la Madeleine à Vincent Lalonde, le fromager. Celui-ci a certes une place importante dans l'entreprise, mais il n'est pas le seul ni le premier responsable de cette réussite.

En effet, l'initiateur de ce projet, qui a pris naissance en septembre 1997, avant que M. Lalonde ne soit impliqué, est Jonathan Portelance, agronome de Neuville. C'est lui qui, pendant un an, à titre de consultant, a élaboré le plan d'affaires et a participé à la réalisation de la fromagerie avec Jérémie Arseneau, le propriétaire de la Ferme Léo et fils. C'est ce dernier qui a pris la décision et, il faut le reconnaître, le risque élevé de changer son troupeau de vaches de boucherie pour un troupeau de vaches canadiennes, réputées pour donner un lait de qualité, propice à la fabrication du fromage. C'est Jérémie Arseneau qui a fait transporter un troupeau de l'île Verte jusqu'à sa ferme de Havre-aux-Maisons, en octobre 1998, et qui est toujours, avec son épouse Lucie Arseneau, l'unique propriétaire de ce troupeau et de la Ferme Léo et fils.

Pour finaliser le projet de la Fromagerie du Pied-de-Vent, construite sur les terrains de la Ferme Léo et fils, se sont joints à Jérémie Arseneau Vincent Lalonde, à titre de fromager et actionnaire, ainsi que Paul Jomphe et Luc Chevarie qui sont, tous les quatre, les actionnaires de la fromagerie.

Aline Paquin
Havre-aux-Maisons, le 12 juillet 2006

LIBRE OPINION

L'étrange attitude du gouvernement Harper

L'entente sur le bois d'œuvre n'est pas acceptable pour l'industrie forestière canadienne

ALAIN CASTONGUAY

Rédacteur en chef
Journal Le Monde forestier

L'accord sur le bois d'œuvre conclu le 1^{er} juillet n'est pas acceptable pour l'industrie forestière canadienne, qui avait pourtant approuvé l'entente de principe du 27 avril intervenue entre Ottawa et Washington. Deux facteurs importants permettent d'expliquer pourquoi l'industrie canadienne s'était résignée à accepter l'entente de principe du 27 avril, malgré son caractère insatisfaisant.

Pas de programme d'aide

Le premier facteur est un aveu que peu de gens ont osé répéter par la suite, mais qui explique certainement la résignation des industriels.

En novembre 2005, peu de temps avant le déclenchement des élections, le gouvernement Martin avait annoncé un programme d'aide de 800 millions de dollars sur cinq ans, spécialement destiné aux entreprises qui exportent du bois d'œuvre résineux aux États-Unis. Même si les sommes promises étaient largement inférieures aux attentes de l'industrie, le programme d'aide était reçu comme une bouffée d'air frais. Arrivé au pouvoir deux mois plus tard, le gouvernement Harper ne l'a jamais mis en application.

Dès le 27 avril sur les ondes de RDI, Carl Grenier, du Free Trade Lumber Council, a fait état de menaces de la part de représentants du gouvernement fédéral. L'industrie aurait eu un signal clair d'Ottawa qu'elle devait accepter cette entente parce qu'il n'y

aurait pas de programme d'aide du gouvernement fédéral pour la soutenir financièrement, le temps que le litige commercial soit définitivement tranché par les tribunaux américains. Le 12 juillet, les représentants du Conseil de l'industrie forestière du Québec ont d'ailleurs confirmé l'existence de telles menaces faites aux présidents d'entreprise forestière par le gouvernement canadien.

Quand ils ont compris que le gouvernement canadien n'était pas prêt à les défendre, comme le prévoit le chapitre 19 de l'ALENA, les industriels canadiens n'ont pu que battre en retraite. L'industrie forestière canadienne n'a pourtant pas à assumer seule la facture de la défense des principes du libre-échange.

La valeur du huard

Le deuxième facteur est la remontée spectaculaire du huard depuis le début du conflit du bois d'œuvre, en mai 2002. À l'époque, le huard peinait à se maintenir à 0,63 \$US.

Dès le 22 octobre 2003, plusieurs associations de manufacturiers canadiens, dont l'Association des produits forestiers du Canada (APFC), déploieraient l'absence d'intervention de la Banque du Canada alors que le dollar canadien s'était apprécié de 20 % en dix mois. Et le taux de change était alors de 0,75 \$US.

Le 23 novembre 2004, l'Association des produits forestiers du Canada (APFC) publiait un communiqué où elle s'inquiétait de la hausse débridée du dollar canadien. L'APFC estimait alors que chaque augmentation d'un cent de la valeur du huard par rapport au dollar américain se traduisait par des pertes

de recettes de ventes de 507 millions de dollars, sur une base annuelle.

Si le huard valait toujours 0,75 \$US, l'industrie aurait pu continuer de soutenir le coût du conflit du bois d'œuvre. Quand il est devenu évident que la vigueur de la devise canadienne ne s'essoufferait pas, l'industrie canadienne a montré les signes de sa grande fragilité financière.

Le jour où les États-Unis se décideront enfin à rembourser 80 % des droits payés par l'industrie canadienne, on estime qu'en plus du milliard de dollars que celle-ci aura payé pour obtenir la paix commerciale, elle perdra également au moins 750 millions \$CAN à cause de la seule variation du taux de change.

Un gâchis immense

On comprend mieux pourquoi l'industrie ne peut tolérer l'ajout à la dernière minute d'une clause de résiliation («termination clause»). Cette clause pourrait faire en sorte que l'entente ne dure que 23 mois au lieu de sept ans. Les ministres David Emerson et Raymond Bachand se veulent rassurants en disant que la clause ne sera pas appliquée.

Mais qui veut prendre le pari que les membres de la Coalition for Fair Lumber Imports ne dénonceront pas l'entente après 23 mois? Depuis 25 ans, l'industrie canadienne a payé cher la mauvaise foi des producteurs américains.

Au lieu de défendre son industrie dans ce conflit commercial et de faire valoir les principes du libre-échange inscrits dans l'ALENA, Ottawa a négocié une entente qui nie ces mêmes principes. Le Canada a laissé un milliard sur la table pour obtenir une paix

commerciale de sept ans, dont 500 millions aux producteurs des États-Unis. Du jamais vu, surtout dans le contexte où les Canadiens avaient jusqu'à maintenant gagné toutes leurs poursuites devant les tribunaux américains.

L'attitude du gouvernement Harper dans ce dossier est étrange. MM. Harper et Emerson menacent même d'aller en élections sur cette question dès cet automne. Cette menace ne fait peur à personne, surtout quand on connaît la faiblesse des partis d'opposition. L'empressement du gouvernement conservateur à vouloir régler l'affaire serait explicable par sa volonté d'améliorer le dialogue entre Ottawa et Washington.

Ce dossier pourrira les relations canado-américaines pendant encore un bon moment. Stephen Harper n'admettra jamais qu'il a fait erreur et il ne rouvrira pas les négociations avec Washington. L'accord du 1^{er} juillet n'entrera pas en vigueur si les compagnies canadiennes refusent de l'approuver, par exemple en refusant d'abandonner leurs poursuites aux États-Unis. Le conflit commercial pourrait ainsi s'éterniser pendant encore deux ans. Et l'industrie québécoise a déjà indiqué qu'elle n'en avait pas les moyens.

A cause de la très mauvaise santé financière des entreprises forestières, si Ottawa s'entête à ne pas aider son industrie forestière, on peut prédire sans crainte de se tromper que les fermetures d'usines et les pertes d'emplois se multiplieront au Canada, surtout dans l'Est du pays. Les gouvernements provinciaux devront réparer les dégâts de cet immense gâchis.

REGARDS SUR UNE AMÉRIQUE QUI FASCINE

Le visage des États-Unis, que l'ensemble du monde appelle l'Amérique, a été fortement mis à mal depuis les célèbres attentats d'il y aura bientôt cinq ans. Mais parce qu'un pays ne se réduit pas à son gouvernement, des intellectuels ont eu envie de témoigner de leur vision de cette Amérique réelle, rêvée, mythique. *Le Devoir* offrira tous les lundis de l'été de larges extraits de ces regards croisés.



Boulder City, Nevada

STEVE MARCUS REUTERS AFF

Quand la terre du Nevada ressuscite ses disparus

JOHN DRENDEL

Professeur, département d'histoire, Université de Québec à Montréal, spécialiste des sociétés rurales dans le midi de la France à la fin du Moyen Âge

Deuxième texte d'une série de huit

Je suis né dans une ville qui n'existe que dans la mémoire que j'en garde parce que mon pays d'Amérique est un pays sans histoire. Certes, chaque petit Américain va apprendre à l'école les mythes fondateurs — George Washington a confondu les Britanniques, Abraham Lincoln a libéré les esclaves, et Martin Luther King a mené les *negroes* à la terre promise de l'égalité civique.

Mais ces personnages et les Américains de leurs temps jouent sur un écran du passé où la guerre du Vietnam côtoie le Boston Tea Party dans un cinéma aussi exotique et imaginaire que Camelot, le royaume du roi Arthur. La vie quotidienne ne porte pas les rides du passé. Il est un monde très différent de celui de l'Europe ou du Québec où l'actualité politique et sociale est débattue dans un discours où le « je me souviens » est un constant acteur.

Il n'est que dans le sud, la région la plus traditionnelle, la moins urbanisée et la plus conservatrice, qu'un totem de l'histoire comme le drapeau de Dixie peut avoir encore une force provocatrice. Ainsi, le sénateur Jeff Sessions d'Alabama rappelait spontanément dans un débat parlementaire son « parent tué par Abraham Lincoln au Antietam » (une célèbre bataille de la guerre de Sécession).

Dans une autre région que le sud, une telle remarque dans la bouche d'un politicien laisserait les électeurs perplexes parce qu'on y vit les tensions de race et de classe au jour le jour, sans jamais réfléchir sur l'esclavage, les violences de la guerre de Sécession ou sur l'ère de la ségrégation légale. C'est probablement mieux ainsi d'ailleurs : la mémoire, comme encodage culturel, impose des rancunes et des préjugés au nom d'un irrédentisme stérile qui, pour les Américains, est la marque des sociétés européennes industrielles et des pays sous-développés, bloqués dans les tenailles de leurs traditions et de leurs haines ancestrales.



Las Vegas

DAVID MCNEW

L'État vagabond

Nulle part cette amnésie historique n'est plus développée que dans le pays de ma naissance, le Nevada. Cet immense paysage de hautes plaines et de montagnes incarne à lui seul le changement.

Depuis des décennies, il connaît le plus fort taux d'accroissement démographique de tous les États américains. Cela reflète en partie une courbe qui part de très bas : la population a chuté dans les années 20 lorsque les filons d'argent, qui ont fait la richesse du Comstock au XIX^e siècle, s'épuisèrent ; il y a toujours bien plus de *ghosttowns* que d'agglomérations vivantes au Nevada.

L'État où je suis né en 1952 avait une population de 161 000 personnes ; la population actuelle est dix fois plus importante. Or, en dépit de ses horizons si larges, le Nevada est un État très urbanisé ; cette explosion démographique a surtout lieu dans les comtés de Clark et de Washoe, les villes et banlieues de Las Vegas et Reno. Ce sont des villes à la fois d'attraction et de répulsion ; l'immigration est responsable des deux tiers de l'accroissement de la population, mais les nouveaux arrivants remplacent en fait les

gens qui repartent à peine moins nombreux ; pour trois résidents qui arrivent à Las Vegas, il y en a un qui quitte la ville et l'État.

Ce développement soutenu depuis 50 ans cache ainsi un balayage intense de gens, balayage qui est dans la continuité de l'ancien cycle de *boom and bust* dans les camps miniers des années 1860-1920. La population se renouvelle constamment à la fois dans les écoles, où les familles hispaniques placent une nombreuse progéniture, et dans les *suburbs*-roulottes peuplées de retraités. On y naît, on y vit, on y meurt, mais on n'y reste pas.

D'où un cortège important de problèmes sociaux qui accompagnent cette population de vagabonds. Le Nevada mène le peloton aux États-Unis pour une liste étonnante de maux : suicide des jeunes et des vieux, mortalité infantile, grossesses adolescentes, décrochage scolaire, maladies infectieuses, etc.

Le journaliste Dennis Myers, éditeur du *Reno News and Review*, a remarqué que l'État qui ressemble le plus au Nevada dans ces statistiques de la misère est la Louisiane. Or, la Louisiane est vraisemblablement l'État dont l'identité est la plus accrochée à son passé et où les communautés humaines sont les mieux enracinées — au moins avant *Katrina*.

C'est aux antipodes de cette plateforme d'errants plantés dans le haut désert.

La Louisiane, avec une métropole importante comme La Nouvelle-Orléans, une économie diversifiée entre le pétrole, le tourisme, l'agriculture et l'activité portuaire sur le Mississippi, est une région où la pauvreté de son importante population noire (et d'une partie importante de ses Blancs) est la cause essentielle des maux.

Le Nevada, par contre, est dominé par une industrie, le tourisme, qui emploie des milliers de nouveaux venus avec des salaires relativement élevés ; ce n'est pas le moindre des paradoxes, dans cet État migratoire, que les boulots les plus humbles dans les hôtels et casinos soient largement syndicalisés. Les maux qui lavent la vaisselle et font des lits gagnent de bons salaires. Selon le recensement de 2005, le taux de pauvreté au Nevada concerne environ 10 % de la population, nettement moins que la moyenne des États (14 %) et très en dessous des 20 % des habitants de la Louisiane qui vivent dans la pauvreté. D'où l'impression que les maux sociaux au Nevada relèvent non pas de la misère matérielle, comme en Louisiane, mais plutôt d'un désarroi psychique créé par l'instabilité et l'errance.

Or le passé prend sa revanche, sournoisement, au Nevada, comme dans tous ces États de l'Ouest qui, bien qu'à un degré moindre que le Nevada, participent du *spirit of the frontier*, la « mentalité de la frontière » qui fait que, à chaque génération, on réinvente la vie parce que le lien organique avec la génération précédente n'existe plus.

Un nouveau groupe d'immigrants, les Hispaniques, apportent leur mémoire et leurs traditions en même temps que leur langue. Ils sont nouveaux parce que, au contraire de la Californie, de l'Arizona ou du Nouveau-Mexique, l'appartenance du Nevada à l'empire d'Espagne n'était guère marquée que par le nom, « Neigeux », donné à ce territoire ; s'il y avait le moindre habitant d'origine européenne avant 1850, on ne le connaît pas.

Mais les Hispaniques sont des « anciens » de la région d'une autre manière. Comme l'a remarqué le journaliste et écrivain californien Richard Rodriguez dans *Hunger for Memory*, les gueules des *wetbacks* trahissent une ironie de l'histoire : ces visages d'« Hispaniques » qui déferlent à travers la terre *del Norte* ont les traits des *indios*, ceux-là mêmes qu'on pensait avoir décimés par la maladie et l'épuisement au siècle des westerns, en cantonnant leurs débris dans les réserves aussi isolées que pauvres.

Or, la terre du Nevada ressuscite ses disparus. En 2005, un habitant sur cinq à Las Vegas était d'origine hispanique, c'est-à-dire en fait d'origine indienne, et ce chiffre a probablement augmenté depuis.

Dans les campagnes, sur les ranchs, le terme « hispanique » ne veut même plus rien dire du tout, puisqu'un nombre croissant de travailleurs agricoles venus d'Amérique latine parlent des langues autochtones, comme le quechua des Péruviens qui suivent les troupeaux sur les sentiers de la transhumance entre les *playas* du désert et les cimes de la Sierra Nevada. Il y a un retour de l'Amérindien sur les lieux qui l'ont vu décamer.

Dire que les gens n'ont pas d'histoire est faux, bien entendu, faux partout et toujours. Mais ignorer son histoire ne relève pas toujours d'un choix. Les habitants de l'État dont la raison d'être est la mutation constante vivent dans le fleuve d'Héraclite. Ce fleuve a emporté le Reno de mon enfance, englouti comme l'Atlantide sous les vagues successives des démolitions, et rebâti deux fois depuis 1960. Je n'y connais plus personne en dehors de ma famille. Les visages sur un cliché de ma promotion de l'école primaire ont été emportés par le vent.

Pourquoi les gens comme moi, nés au Nevada, parent-ils ? Pour moi, il s'agissait d'enseigner l'histoire et il n'y avait pas de boulot ; pour ma sœur et son mari, la Californie à côté offrait davantage de possibilités d'emploi. Pour les autres, il faut penser que le pouvoir d'attraction de la famille et les lieux de mémoire restaient moins forts qu'une occasion à saisir ailleurs.

Encore une fois, la comparaison est saisissante avec la Louisiane, où les gens, même très pauvres, s'amarrent à leurs communautés enracinées, littéralement contre vents et (raz de) marées.

Le caractère communautaire, au Nevada, est dessiné par ses derniers arrivés et, parmi eux, par ceux qui s'accrochent le mieux pour résister aux vagues. Certes, je connais les Mormons et les Basques dans les ranchs loin des affiches-néons, et ces filles irlandaises des mineurs d'Elko et Ely, dans les résidences de vieux, qui se souviennent d'un Nevada avant Céline Dion et le Cirque du Soleil.

Mais la plus durable des mémoires est celle qu'affichent les derniers arrivés. On les a vus dans les manifestations des derniers mois avec leurs poussettes remplies de rejets portant les étendards du Mexique ou d'El Salvador. Ils irritent parce qu'ils déploient une identité forte ; pire, il s'agit d'une identité étrangère affichée avec une fierté ressentie comme insolente.

Ils n'ont pas le sentiment d'être des étrangers ou de ne pas parler l'« américain ». Leurs mailles familiales, par-delà la frontière du Mexique, tissent des réseaux de parenté très forts ; ils combinent les églises et les bancs d'école vides des Fogarty's, Walsh's et Giudicis de mon enfance.

Est-ce que leur version du rêve américain s'y ancre, plus fermement que celle des vieux qui viennent au Nevada pour y mourir ? Il est peut-être trop tôt pour le savoir, mais le bureau de recensement américain prévoit que 30 % de la population de Las Vegas sera d'origine hispanique dans cinq ans. Dans cette terre promise des casinos que font vivre par trois roulements de huit heures les familles des portiers et des serveuses, les gens du sud remplissent le vacuum d'une histoire qui, seule, les reconnaît comme Américains.

Ces textes seront publiés à l'automne dans le numéro 43 de la revue *Conjonctures* (www.trempep.uqam.ca/conjonctures) sous le thème « Impressions USA ».

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation) ; Joëlle Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Mylen (jeunesse et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communisme Internet), Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (science), Michel Garneau (cartariste), Diane Précourt (responsable des pages thématiques) ; Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (reluctants), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (reluctants surarmés), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; à l'information culturelle : Michel Bélar (théâtre et cinéma), Julie Carpentier (papiers), Paul Bennett (papiers cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (jeunes), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (surarmés) ; à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reay (papiers), Philippe Papineau (surarmés), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surarmés) ; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault (papiers international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste) ; à l'information politique : Hélène Buzetti, Manon Corneille et Alec Cantongny (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque ; Marlyse Hamelin (secrétaires à la rédaction) ; Marie-Pier Frappier, Alexandre Skielis (communisme) ; La documentation : Sébastien Paré (directeur), Manon Derosier, Rachel Rochefort (Ottawa), LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jean de Billy, Jean-François Dossé, Marlene Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Ripelle, Micheline Rueland, Nadia Selhi, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Theriault (directrice administrative), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires) ; LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemanits, Olivier Zaita. INFORMATIQUE Yvanick Maréchal (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur de la promotion et de la distribution), Caroline Simard (responsable services à la clientèle, par intérim), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION, François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Farray, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

LIBANAIS

SUITE DE LA PAGE 1

bombardements sur Aitaroun venaient d'anéantir plusieurs membres de sa famille. «*Mon père, mon oncle et ma tante sont morts et ma mère est blessée. C'est mon cousin qui vient de me le dire*», a-t-il dit, l'air hagard, en fermant son téléphone cellulaire. L'incompréhension et une affliction profonde se lisaient sur le visage du jeune Canado-Libanais qui s'appretait à aller rejoindre sa famille au Liban pour les vacances mardi prochain.

Non loin derrière, une jeune Canadienne d'origine libanaise en larmes disait partager le deuil avec ses compatriotes. «*Même si je suis née ici, je suis en deuil. Je trouve impensable que d'autres souffrent autant*», a-telle lancé d'une voix chevrotante. Malgré une communication difficile, elle a réussi à parler avec sa mère, qui est retenue dans ce petit village à deux kilomètres de la frontière. «*On vit constamment avec le stress, dans l'attente de ce qui va se passer*», a-t-elle ajouté, impuissante.

Canadiens en vacances

Selon le ministère des Affaires étrangères, quelque 40 000 Libanais ayant obtenu la nationalité canadienne seraient actuellement en vacances dans leur pays d'origine avec leurs proches. Une porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ambra Dickie, a indiqué que le plan du gouvernement était de louer des navires commerciaux au large du Liban pour évacuer ces ressortissants, dont un total de 21 000 se sont enregistrés auprès des autorités canadiennes. «*La seule option viable pour procéder à une évacuation en toute sécurité est de les transporter en mer pour les amener à Chypre, et nous travaillons en étroite collaboration avec les gouvernements libanais et israélien pour débiter sous peu cette opération*», a-t-elle affirmé.

Dans une interview à CTV Newsnet, le ministre MacKay a précisé que du personnel était en fonction 24 heures par jour à l'ambassade canadienne à Beyrouth pour répondre aux demandes d'assistance. Compte tenu du nombre total de gens qui pourraient être évacués, c'est déjà un défi logistique de répondre à tous les appels, a ajouté M. MacKay. Le ministre n'a pas voulu préciser où les ressortissants canadiens évacués trouveront refuge, pour des raisons de sécurité, a-t-il précisé.

N'empêche que, selon les autorités libanaises, plusieurs familles sont sans nourriture ni eau et privées d'électricité depuis le début des affrontements. Les villages le long de la frontière sud sont isolés en raison du blocage des routes menant à la ville, ce qui les empêche d'aller s'approvisionner. Seule la route qui relie le nord du Liban à la Syrie et quelques autres routes de montagne permettent l'évacuation, mais la population, craintive, hésite toujours à les emprunter. «*Nos services d'assistance consulaire sont en contact avec les familles, prêts à leur offrir toute l'aide nécessaire*», a souligné Mme Dickie.

Rage contre Harper

Plus tôt en avant-midi, quelques-uns des 100 000 membres de la communauté libanaise de Montréal ainsi que des sympathisants de toutes les confessions s'étaient rassemblés au carré Dominion, à l'angle du boulevard René-Lévesque et de la rue Peel, avant d'entamer une marche de protestation qui a duré plus de deux heures sous un soleil de plomb.

Une multitude de drapeaux rouge et blanc ornés du cèdre libanais flottaient au-dessus du cortège, qui scandait à l'unisson: «*Israël assassin, Bush assassin, Harper complice*». Des pancartes affichant des slogans tels «*La paix en deuil*» ou «*Harper, we were stupid when we voted for you*» témoignaient bien de la grogne que suscitait le premier ministre du Canada chez les sympathisants.

«*On est venu au Canada parce qu'on recherchait un pays pacifique et démocratique. Mais Stephen Harper est un guerrier*», a soutenu Wissam Moussa, président de l'Association des jeunes Libanais musulmans du Canada.

«*Il [Stephen Harper] prend position contre nous et ça nous choque parce qu'on est plusieurs Libanais ici, a estimé pour sa part Youssef Soviti, l'un des organisateurs de l'événement, en faisant allusion à la déclaration du premier ministre qui avait répété de concert avec Tony Blair que «Israël était en droit de se défendre». «S'il avait condamné les attaques d'Israël, elles auraient certainement diminué.»*

«*Ça a pris 25 ans pour que Israël applique la résolution 425 des Nations unies [sur le respect de l'intégrité territoriale et la souveraineté du Liban]; pensez-vous qu'on s'attend maintenant à quelque chose sachant que tout est mené par les États-Unis?», a ironisé l'homme d'affaires, qui vit au Québec depuis maintenant 20 ans. «Les Israéliens préfèrent bombarder des civils, pour que ceux-ci se rebellent contre le gouvernement, et les groupes de défenseurs de nos droits, tout ça dans le but de nous diviser», a-t-il analysé. Selon lui, les attaques étaient planifiées depuis longtemps, mais l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri les aurait repoussées.*

Pour sa part, le premier ministre Stephen Harper a rappelé que les autorités canadiennes ainsi que celles du Proche-Orient examinaient tous les moyens d'action possibles, mais il n'a répondu à aucune question relative à l'entente ou aux procédures d'évacuation. Il a laissé le soin aux hauts fonctionnaires d'expliquer le rôle du Canada.

Le Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Au carré Dominion, des Libanais rassemblés autour d'un haut-parleur écoutent la voix du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah.

PROCHE-ORIENT

SUITE DE LA PAGE 1

israélien, Avi Dichter. «*Des dizaines de milliers de Libanais qui fuiront vers le nord, cela va exercer les pressions nécessaires sur le Hezbollah*», a-t-il soutenu. L'armée israélienne avait auparavant appelé la population du Sud-Liban à monter vers le nord pour ouvrir la voie à une offensive d'envergure pour répondre au tirs de roquettes du Hezbollah.

Le Hezbollah frappe Israël

Malgré les appels internationaux à la retenue de la part de toutes les parties, l'heure n'est absolument pas à l'apaisement, alors que 20 roquettes tirées par le Hezbollah se sont abattues sur la cité portuaire de Haïfa, située à 35 km de la frontière libanaise, tuant huit civils israéliens et en blessant 20 autres. Le chef du Hezbollah, que l'on croyait blessé, est d'ailleurs apparu par la suite à la télévision, déclarant que le bombardement d'Haïfa «*n'était que le début*». Il a aussi affirmé que son mouvement poursuivrait la confrontation aussi longtemps que l'offensive israélienne continuerait.

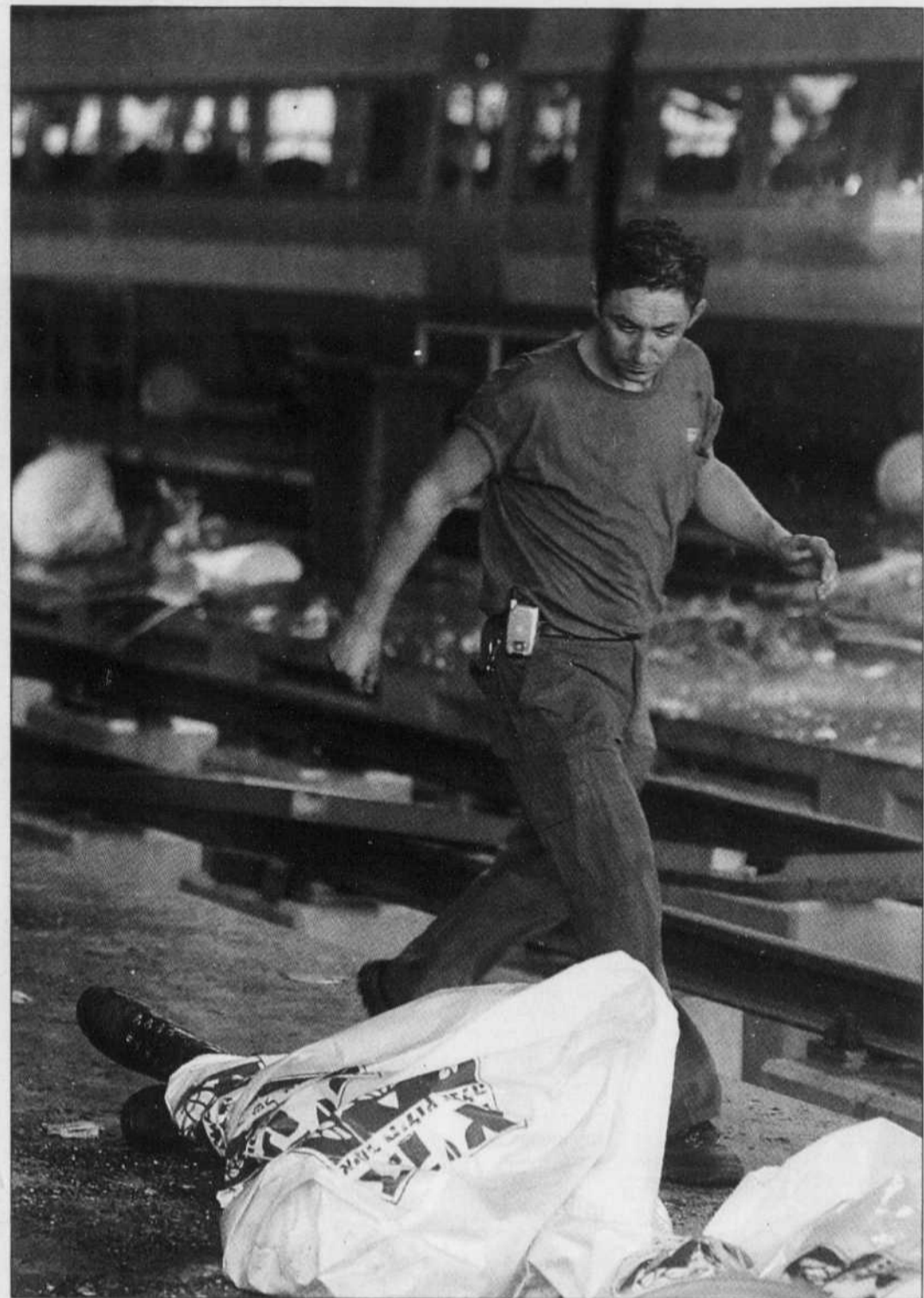
«*Nous continuerons. Nous en aurons encore beaucoup plus et nous n'en sommes qu'au début*», a prévenu Hassan Nasrallah. «*Aussi longtemps que l'ennemi poursuivra son agression sans limite ni ligne rouge, nous poursuivrons la confrontation sans limite ni ligne rouge.*» Le Hezbollah posséderait des milliers de roquettes dont la portée permettrait de frapper au cœur de l'Etat hébreu. Peu après cette attaque, la défense passive israélienne a justement annoncé avoir donné des instructions à la population de Tel-Aviv, craignant une éventuelle chute de roquettes dans ce secteur du centre du pays.

Des roquettes tirées du Liban par le Hezbollah ont atteint hier soir la ville d'Ofula, à environ 50 km au sud de la frontière, ce qui constitue les tirs les plus longs à ce jour en territoire israélien, a annoncé l'armée. Une autre roquette au moins s'est écrasée dans une localité israélienne jouxtant la ville de Nazareth. On n'a pas signalé de victimes jusqu'ici.

Conséquences «considérables»

L'attaque sur Haïfa était quant à elle la plus meurtrière du Hezbollah sur le sol israélien et le premier ministre israélien Ehoud Olmert a averti que les conséquences en seraient «*considérables*». Le ministre israélien de la Défense, Amir Peretz, dirigeant du Parti travailliste, a réaffirmé que l'armée n'hésiterait pas à attaquer toute base de tirs de roquettes du Hezbollah. «*Peu importe d'où ils tirent, ils doivent savoir qu'ils seront touchés. Une source de tir identifiée sera frappée, peu importe où elle se trouve*», a-t-il déclaré. «*Ils pensaient qu'en lançant des roquettes là où il y a des familles, nous ne réagirions pas*», a-t-il ajouté, estimant que le Hezbollah avait été «*très surpris*». Le ministre faisait ainsi allusion à la possibilité de frappes sur des sites de lancement du Hezbollah où se trouveraient également des civils.

Les dirigeants du G8, réunis en sommet à Saint-Pétersbourg, ont également imputé le regain de violence au Proche-Orient à des extrémistes et reconnu le droit d'Israël à l'autodéfense, tout en appelant à la retenue. Ceux-ci ont surmonté leurs divergences pour lancer un appel, tant à Israël qu'au Hamas et au Hezbollah, à cesser leurs hostilités pour enrayer la spirale de la violence au Proche-Orient. Dans une déclaration adoptée après des pourparlers de crise à Saint-Pétersbourg, ils ont suggéré aussi l'envoi d'une «*présence internationale de sécurité et d'observation*» au Sud-Liban. Une délégation des Nations unies, arrivée en soirée à Beyrouth pour négocier un cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah, a appelé à la cessation des hostilités, à la protection des civils et à la libération de deux soldats israéliens capturés par le parti chiite.



AMMAR AWAD REUTERS

À Haïfa, important port situé au nord d'Israël, les attaques à la roquette ont fait huit victimes.

Évacuation des étrangers

Alors que la situation se dégrade rapidement dans la région, les ressortissants étrangers étaient progressivement évacués du Liban, une tâche monumentale. Un traversier grec pouvant embarquer 1000 à 1200 passagers a été affrété par le ministère français des Affaires étrangères, qui dénombre 17 000 Français résidant au Liban et 4000 à 5000 touristes. La Grande-Bretagne a dépêché deux navires militaires au Proche-Orient pour l'évacuation possible des 3500 à 4000 familles britanniques et des 10 000 personnes possédant la double nationalité. D'autres pays européens ou arabes ont envoyé des avions civils ou militaires en Syrie pour rapatrier leurs resor-

tissants. À Washington, le ministère de la Défense prépare un plan pour évacuer au besoin vers Chypre les 25 000 Américains, dont des personnes possédant la double nationalité, recensés au Liban.

Le Devoir, Avec l'Agence France-Presse, Associated Press, Le Monde et Reuters

- La mort de Canadiens au Liban interpelle Harper, page A 3
- Le G8 invite à la retenue, page B 1
- L'éditorial de Serge Truffaut, page A 6

MAIRE

SUITE DE LA PAGE 1

rang des personnalités politiques les mieux cotées, selon un récent sondage qui le place tout juste après le président Alvaro Uribe.

L'autre bout de la lorgnette

Lorsqu'il a pris ses fonctions en 1997, le maire Peñalosa a fait table rase d'un projet de l'administration précédente visant à construire une autoroute d'une valeur de 500 millions. Un consortium japonais avait même proposé un grand projet de réseau autoroutier de cinq milliards pour venir à bout du problème criant de congestion routière.

Prenant le problème par l'autre bout de la lorgnette, le nouveau maire a préféré utiliser la stratégie de la carotte et du bâton pour désengorger les rues de la ville et convaincre les habitants de Bogotà de voyager en autobus, en vélo et à pied. «*Développer le réseau routier ne règle pas le problème, contrairement à ce qu'on peut penser intuitivement. Les gens vont s'installer plus loin du centre et le problème revient*», explique le politicien.

Au cours de son mandat, il a imposé une taxe sur l'essence pour financer un système public d'autobus rapides qui dessert aujourd'hui 500 000 personnes par jour. Le développement se poursuit toujours et l'objectif est que, d'ici 2025, 85 % de la population habite à moins de 500 m d'un arrêt d'autobus. Sous la gouverne de Peñalosa, 300 km de pistes cyclables ont été aménagés, la principale artère de Bogotà est devenue piétonne et quelque 120 km de rues ont été réservés aux piétons tous les dimanches.

Le bâton

Voilà pour la carotte, mais le bâton n'est pas loin. «*Qu'on soit n'importe où dans le monde, les gens n'utiliseront pas le transport en commun par amour de l'environnement, mais parce qu'il y a des restrictions imposées à l'usage de l'automobile, parce qu'il y a des embouteillages, parce que c'est difficile de stationner et que cela coûte cher*», fait valoir M. Peñalosa.

La Ville a donc interdit le stationnement qui empêche sur les trottoirs, une mesure vivement contestée. Pour endiguer la congestion, on a interdit aux voitures de circuler aux heures de pointe, soit pendant trois heures le matin et le soir, deux jours par semaine (on utilise les numéros de plaques d'immatriculation pour désigner les automobiles qui sont autorisées sur les routes). Sur certaines artères, les autos sont reléguées à la partie la plus congrue de la rue, parfois en terre battue, à côté des voies réservées aux autobus et de larges voies cyclistes et piétonnes bien pavées. La part modale de l'automobile a chuté de 17 à 13 %, alors que celle du vélo passait de 0,1 % à 5 %. La congestion automobile au centre-ville a diminué de 40 %.

Les administrations municipales doivent selon le professeur Peñalosa comprendre qu'on ne peut avoir à la fois une ville adaptée aux voitures et conviviales pour leurs citoyens. «*Ces deux objectifs sont en opposition. Plus une ville sera accueillante pour les automobiles, moins elle sera humaine. Dites à un enfant de trois ans qu'une auto arrive, il va faire un saut de côté. Les autos sont pour les enfants d'aujourd'hui ce que les loups étaient pour ceux du Moyen Âge.*»

La vision du maire ne s'est pas limitée au transport actif. Une pluie de millions a déferlé sur les quartiers pauvres pour y aménager des parcs, construire des écoles, des bibliothèques, des services de garde, des centres sportifs... Certains bidonvilles ont été raccordés aux réseaux d'aqueduc et d'électricité, mais leurs rues sont demeurées en terre battue, la seule voie asphaltée étant celle où circulent les autobus. «*On n'aurait jamais eu cet argent si on l'avait investi sur les routes!*», s'exclame le maire. «*Je n'ai rien contre l'auto, mais c'est une question de décision politique, on ne peut faire à la fois l'un et l'autre.*»

Lois des idéologies

Ce politicien un brin populiste qui dit bénéficier d'une image de «*technocrate efficace*» préfère se tenir loin des idéologies. Il rejette l'étiquette verte ou écologiste. On ne l'entend d'ailleurs à peu près jamais

parler de pollution ou de changements climatiques, même si plusieurs de ses réalisations ont de quoi faire saliver les militants écologistes.

«*Les environnementalistes sont parfois tellement radicaux qu'ils s'opposent à tout. C'est un peu comme la gauche et la droite, chacun essaie d'être plus pur que l'autre. C'est presque une religion. Je préfère ne pas entrer dans ce genre de discussion*», explique l'homme politique déguisé en universitaire.

C'est donc sur une base sociale plutôt qu'environnementale qu'il a «*vendu*» ses politiques. «*J'essaie de mettre l'accent sur l'impact social. [...] Chercher la justice sociale et l'égalité, cela finit par aider l'environnement*», affirme le politicien qui se positionnait jusqu'à l'an dernier comme l'héritier du président Uribe, associé à des politiques de «*law and order*».

Enrique Peñalosa n'a pas encore tiré un trait sur la vie politique, même si la Constitution colombienne l'a empêché de briguer un nouveau mandat à la mairie de Bogotà en 2001. À défaut de prendre la relève d'Uribe, qui a été réélu en mars dernier après une réforme constitutionnelle l'autorisant à se présenter de nouveau, Peñalosa a fondé *in extremis* son propre parti et a mordu la poussière en tant que candidat au Sénat. Parions qu'il briguera à nouveau les suffrages en Colombie.

D'ici là, il parcourt le monde et prononce des conférences sur le transport et l'aménagement urbains. Il prodigue aussi ses conseils à titre de consultant auprès de plusieurs villes. Son verdict pour Montréal? «*Pour les piétons, cela va, mais Montréal a besoin de pistes cyclables. Peindre une ligne dans la rue, ce n'est pas faire une vraie piste cyclable, c'est bon pour les coursiers à vélo suicidaires. Il faut qu'un enfant de huit ans puisse rouler en sécurité. Cela prend des pistes protégées.*»

Et pourquoi pas un système pour limiter l'usage de l'automobile aux heures de pointes similaire à celui de Bogotà?, poursuit-il. «*Cela fonctionnerait très bien à Montréal, avec les ponts*», laisse tomber Señor Peñalosa avant de s'envoler pour New York.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
 Au téléphone 514-985-3333
 Par télécopieur 514-985-3360
 Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité
 Au téléphone 514-985-3389
 Par télécopieur 514-985-3390
 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
 Par télécopieur 514-985-3340
 Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
 Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
 du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
 Par télécopieur 514-985-5967
 Par courriel abonnements@ledevoir.com
 Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
 Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organismes reconnus dont la cause, les projets ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organismes, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse-Canada est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 300, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement n° 0856. Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.